

## **La griffe de Peugeot : entretien avec Monsieur Paul. Grève de Peugeot 1989**

Q - Si vous pouvez vous présenter.

MP - D'accord, je m'appelle Paul, j'ai 43 ans, je suis marié et j'ai une fille. Je suis chez Peugeot depuis 1970, il y aura 23 ans au mois de novembre et j'exerce une profession de logisticien. J'ai donc été syndicaliste de 71 à 1989, date de la grève et ensuite pour des raisons de répression syndicales, j'ai été obligé de laisser tomber mon mandat de responsable de section au sein de Peugeot, et pour l'instant, je m'occupe uniquement syndicalement des dossiers externes de l'entreprise. Donc je suis actuellement dans le cadre de la commission économique et sociale à Strasbourg, pour parler seulement de l'évolution technologique des PME-PMI dans le tissu industriel européen. Donc c'est vrai que 89 a laissé quelques traces puisque, je n'étais pas le seul d'ailleurs, il y a mes collègues de la section CFTC et d'autres militants de la CFDT qui ont eu des répressions assez graves et on aura peut-être l'occasion de parler de ça tout à l'heure. Voilà en gros.

Q - Je peux vous demander en quoi consiste votre travail en tant que logisticien ?

MR - Le logisticien, ça consiste à organiser la production d'une usine en l'occurrence la mienne c'est la mécanique, parce que dans le centre de production de Mulhouse il y a plusieurs usines. Il y a ce qu'on appelle les usines en amont qui sont la forge, la fonderie et la mécanique, et les usines en aval qui sont les usines de montage, l'emboutissage, la carrosserie, et la peinture. Mon travail consiste essentiellement à mettre au point ce qu'on appelle les fameux flux tendus etc., et puis m'occuper de différentes organisations internes à la mécanique du système de mode de production, le gain en stock, donc c'est quelque chose d'assez varié, qui est intéressant. C'est un service relativement récent puisque Peugeot commence à parler de ça depuis trois ou quatre ans suite aux cadences japonaises.

Q - Et votre poste d'avant ?

MP - Avant, j'étais au service gestion. Quand je suis rentré chez Peugeot, j'ai été au service du personnel. C'est un peu là où j'ai eu ma vocation de syndicaliste parce que j'ai vu un certain nombre de choses. Le management des gens ne me plaisait pas tellement, et puis, j'ai eu un peu le malheur de la ramener, ce qui fait qu'au bout de huit ans de service on m'a demandé de partir. Là j'ai vraiment embrayé comme responsable syndical, et j'ai fait de la gestion. Ensuite, il y a eu la grève de 89 et à partir de là la logistique.

Q - Actuellement, est ce que vous rencontrez des difficultés dans votre métier ?

MP - En tant que syndicaliste, mais surtout en tant qu'ancien meneur de grève, puisque Peugeot qui a une tradition, pas antisociale, c'est pas le mot mais enfin, il y a des aspects anti..., surtout anti-syndicalistes. On peut dire que de 89 à 90, j'ai été particulièrement en difficulté. Bon, j'avais un poste qui était étroitement surveillé et ça c'est clair, j'avais une fonction qui était bien encadrée de manière à ce que à ce qu'on puisse exactement voir ce que je faisais dans la journée. Bon, depuis quelques temps ça va un peu mieux, ils ont un peu lâché la bride, mais en contre partie, je ne peux plus militer dans un syndicat. Ça c'est impossible parce que... à ce moment là, j'aurais des problèmes plus sérieux et ce que j'ai essayé de sauver surtout après la grève, c'était mon emploi, parce que j'avais des problèmes, des menaces de licenciements, etc...

Q - Ça venait de...

MP - Surtout de mon attitude pendant la grève parce que la CFTC avait une étiquette de syndicalisme pépère et ils n'ont pas compris l'action de notre organisation, puisqu'avec la CFDT on a été assez

exactions et de manière propre. Il n'y a pas eu de notre part d'énervement alors qu'on a subi des menaces, des pressions et des provocations assez graves et puis, en plus de ça, on a quand même bien maîtrisé les médias, ce qu'ils nous avaient un peu reproché : ce que Peugeot n'avait pas réussi à faire avec ses « public relations » et je pense qu'ils ont beaucoup perdu. La grève a été popularisée grâce aux erreurs de Calvet et grâce à notre bonne maîtrise. Il faut bien situer l'époque. Cette grève est intervenue entre l'affaire du Tchador et l'affaire du mur de Berlin, les médias n'avaient pas grand chose à se mettre sous la dent. Et comme à Peugeot il n'y avait pas eu de grève depuis 17 ans, que c'était l'usine citée comme exemplaire, d'un Calvet social, etc... Il y a eu ce premier conflit d'après crise, les choses allaient mieux. La 205 avait été bien vendue, le profit commençait à être rétabli grâce à Calvet peut être j'en sais rien ! Je ne discute pas que c'est aussi grâce aux ouvriers, mais ça j'ai l'impression que Calvet l'avait oublié... Quand il a reçu le prix du meilleur patron de France.

*Q - Est-ce que vous avez des perspectives de carrière ?*

MP - Alors là c'est très clair: ma carrière s'est arrêtée le 20 octobre 1989 puisque ça m'a été dit clairement que la classification que j'ai aujourd'hui est celle que j'aurai à 60 ans. Donc ma carrière est terminée. Bon il y a plusieurs niveaux ; d'abord les ouvriers et après les ETAM, c'est à dire les agents de maîtrise, les techniciens, les agents administratifs, et moi je me situe dans la grille à peu près au milieu quoi. Mais avec maintenant une perspective de carrière qui est nulle, c'est ce que la direction a voulu mettre sur la table en disant on vous garde mais par rapport à tout le reste c'est fini quoi. Il faut assumer ça ! C'était une sanction parce qu'on ne pouvait pas trop me virer ça aurait été délicat : je n'avais été fautif de rien, donc me virer ! Il fallait quand même quelque chose. Donc ils ne pouvaient pas. Par contre, la carrière, ça ils en sont tout à fait capables.

*Q - Y a t'il une évolution depuis la grève ?*

MP - Finalement c'est toujours pareil quand une grève se termine il y a deux choses : est ce que ça va apporter un mieux pour l'ensemble des salariés grâce à la lutte à ce qui a été exprimé pendant la lutte, notamment au niveau des relations de travail ? Est-ce que ça apporte un minimum matériel au niveau du salaire ? Au niveau des classifications ? Bon, si on fait aujourd'hui, presque quatre ans après, on peut dire qu'on est presque au même point qu'avant.

*Q - Et au niveau du salaire ?*

MP - Il faut savoir que le centre a le chômage, ce qu'on avait pas à l'époque. On chômé quand même six à sept jours par mois. Deuxièmement, il y a une crise, donc une politique des salaires. Je viens d'apprendre par la presse que Peugeot allait lâcher 1% de plus, c'est vraiment un minimum. Mais les relations de travail ont été peut être quelque peu améliorées dans le sens que la direction semble beaucoup plus prudente vis à vis de tout ce qui est l'aspect social, relationnel. Elle semble beaucoup moins provocante comme elle l'a été à un moment donné, même cynique comme ça a été le cas, et cela est dû en partie à la grève de 89. Elle était arrogante, ça, a été un peu atténué mais je ne pense pas que les choses aient fondamentalement changé, Il ne faut pas rêver ! D'autant plus qu'un phénomène important : c'est que la grosse majorité des grévistes de 89 ont quitté l'entreprise : il y eu un turn over incroyable en carrosserie quand les collègues syndicalistes nous le racontent : ils ne reconnaissent quasiment personne, ce qui fait que les jeunes qui sont là maintenant, ne savent pas ce qui s'est passé mais ils rencontrent les mêmes problèmes. Bon alors moi je ne la referai plus la prochaine grève S'il y en avait, enfin plus en tant que meneur. Mais je veux dire que c'est dommage d'avoir perdu ces deux mois et que la direction n'ait pas mis à profit tout ce qui a été promis sur les carences des relations sociales à Peugeot.

*Q - Mais quelles étaient les raisons de la dernière grève ?*

MP - Oh, il y avait une raison matérielle qui était simple : c'est que Peugeot avait eu des difficultés avant 1982, c'est-à-dire qu'avant le lancement de la 205, avec déjà des difficultés qui étaient dues d'une part au premier choc pétrolier, de la crise et également parce qu'on avait des modèles qui se vendaient relativement mal : arrive la 205, ça été pratiquement, c'est elle qui a sauvé la boîte. La 205 est partie et on a fait une pénétration du marché de plus de 11%. Renault terminait sa R5, donc il n'y avait pas d'adversité, on occupait le terrain et pendant cette période les travailleurs ont compris une chose : il fallait retrousser les manches et ils ont bossé. Ils ont bossé des heures supplémentaires

et à un moment donné, les chiffres de déficit et de dettes se sont inversés et on a fait des bénéfices. Calvet est arrivé et a dit : « cocorico », Peugeot est en bonne santé, et il a totalement oublié, —mais totalement—, le monde du travail. Et ce qu'il y avait également, c'était la proximité des frontières de la Suisse et de l'Allemagne et à ce moment là, les deux pays cherchaient énormément de travailleurs au niveau local. Leurs salaires avec le change : quand on était à l'époque à 5000 francs français à peu près pour le terme de base d'un travailleur, les Suisses offraient des salaires qui étaient à 8000-9000 francs français et bien sûr personne n'a pu résister à ça. Il y a ceux qui ont claqué la porte et qui sont partis en Suisse. Par contre il y a ceux qui sont restés et ont fait cette comparaison de salaire et sur laquelle s'est greffée le fait que Calvet a oublié l'aspect social et que les gars n'avaient pas été rétribués normalement par rapport aux efforts qu'ils avaient fait alors que les choses allaient mieux et surtout l'arrogance de la direction qui refusait systématiquement d'ouvrir les dossiers sur les classifications, etc...

Bon on a eu un passage assez difficile parce que la grève de 89 avait une racine, c'est avril 1988 : premier grondement dans l'usine mais pas de grève seulement des meeting et où j'ai pris part à ces meeting : les gens venaient pendant l'heure de déjeuner pour écouter mais ils ne débrayaient pas et après c'était la grève des professionnels de juillet 1989.

*Q - Des professionnels, c'est-à-dire !*

MP - Des professionnels, c'est le lot du panier des travailleurs, ce sont les P1, P2, P3, c'est-à-dire le côté noble des travailleurs, ce sont les gars qui ont par leur formation, leur connaissances qui sont sortis et qui ont commencé à gronder. Donc il y a eu cette petite grève mais uniquement localisée au niveau des professionnels et les ouvriers n'avaient pas débrayé puisqu'on était à la veille des vacances et on n'avait non plus donné le mot d'ordre. On n'avait pas donné le mot d'ordre parce que la CFTC était seule sur cette grève des professionnels ; la CFTD et la CGT sont venues après, mais c'est à la rentrée que le mécontentement a gagné les ouvriers qui nous ont un petit peu dépassé au départ, de la grève ; c'était notamment la carrosserie qui avait une forte présence de main d'œuvre et de sans qualifiés et c'est surtout là bas que les choses se sont gâtées et ce sont ces usines qui ont vraiment lancé la grève.

*Q - Quelle opinion vous avez sur la manière dont ont été menées les négociations ?*

MP -Disons d'abord on avait un gros problème, c'est qu'il fallu l'invention d'un médiateur, Monsieur Blanchard, qui était le patron du Bureau International du Travail...

*Q - Et pourquoi ce médiateur ?*

MP - C'est-à-dire que Calvet a refusé net le dialogue, c'était net. On est monté à Paris, on était 1700 travailleurs, on a loué un train, on a défilé jusqu'à la Grande Armée, on a demandé à Calvet maintenant d'ouvrir les négociations parce que les choses s'envenimaient. On était donc le 20 septembre, il restait encore un mois de grève. Calvet, le lendemain, prend la parole, je crois que c'était au salon de Francfort, disant : «je ne négocie pas avec les salariés », et là Sochaux est rentrée en grève et c'est là que des notables, des hommes politiques et même l'église a commencé à gronder vis-à-vis de Calvet en disant que c'est inadmissible et c'est là que les choses ont commencé à s'envenimer ; il y avait la grève des impôts parallèle à ça et Rocard qui était premier ministre avait peur d'une explosion sociale si on lâchait chez Peugeot, et les autres patrons aussi d'ailleurs. Si Peugeot lâche, ça risque de déborder alors ils ont mis Calvet sagement devant en disant que c'est lui le fautif. Il y a aussi l'extrait de la fiche de salaire, (40% d'augmentation pour lui). Il y a eu aussi la présentation à l'heure de vérité le mois de septembre, erreur psychologique fondamentale en disant qu'un ouvrier gagne en moyenne 7500 francs, sans préciser que c'était avec les primes et que c'était souvent en brut alors qu'un type sortait avec 5000 balles par mois.

C'est là effectivement que les gens se sont sentis, là, véritablement humiliés ! On les a fait passer pour des gens qui gagnaient bien leur vie alors qu'ils gagnaient 5200 à 5300 balles avec un, voire deux, samedi supplémentaires par mois. Ça c'était la vérité avec 15 à 20 ans de carrière !

*Q - Et vous, vous aviez négocié directement ?*

MP- Oui, oui, j'ai négocié directement à Paris. Il a fallu qu'on bibine la forge parce qu'elle était occupée. Les négociations se sont déroulées à Paris, elles ont duré pratiquement non stop de 14 h

jusqu'à 2 h ou 3 heures du matin et la direction n'était véritablement venue au bout de ses propositions que vers deux heures du matin. Ce qu'il faut savoir c'est que la particularité de la grève et moi j'étais demandeur là-dessus, c'est qu'on a parfois l'intersyndicale. On a fait un comité de coordination, alors la nuance c'est que, si on met en place une intersyndicale, il faut qu'on négocie sur les points de revendication et qu'on trouve une plate-forme commune : ça c'était pas possible parce que la CGT était engagée sur une revendication nationale qui était de demander 1500 francs, nous (la CFTC), on était un peu plus modéré et c'est vrai, on a mis en place un comité de coordination où il y avait donc quatre organisations : CFDT, CFTC, CGT, FO. La CGC n'est pas rentrée dans le conflit, elle est restée complètement à côté pour des raisons que l'on peut imaginer. Donc ces quatre organisations syndicales gardaient leur autonomie sur des revendications et tous les matins, on avait ce qu'on appelait le « briefing ». On disait « est-ce qu'on continue ou pas ? », et on reconduisait ça tous les matins. D'abord, c'était quelque chose de complètement nouveau, la presse ne comprenait pas bien, on nous disait que ce n'est pas possible, que ça ne peut pas marcher, que nous ne sommes pas un intersyndicale et que nous sommes un comité de coordination, etc.

Q - *Est-ce que vous pensez que c'était un comité du même type que celui des étudiants ou les infirmières ?*

MP - Oui un peu ça, sauf que là bien sûr c'est des organisations syndicales qui étaient meneurs. A aucun moment, la base ne nous a débordé là dessus. La base a peut être été déclencheur de la grève, mais elle n'a jamais discuté l'autorité, et on faisait voter tous les matins, la reconduction de la grève et après on faisait revoter l'occupation de la forge et c'était unanime. Alors bien sûr, il n'y avait pas 6000 ou 7000 gars en permanence. On connaît le paradoxe d'Olson qui dit que les non grévistes, ils disaient : c'est bien allez-y et nous on récupère. Bon on était 1500 sur 12000 mais 1500 constants et on a eu aussi des pointes de 5000 à 6000. Alors le phénomène bizarre dans la grève c'est que de temps à autre des secteurs débrayaient, ils venaient chez nous et là ils disaient : on n'arrête qu'une journée pour bien montrer à la direction qu'on est gréviste, mais pas à 100%.

Q - *Comment la grève s'est arrêtée ?*

MP- Lorsque les négociations se sont arrêtées à Paris, donc on était aux alentours du 20-22 octobre, on est revenu à Mulhouse en faisant des propositions aux gars et là, lorsque j'ai pris la parole, je me suis aperçu que les gars étaient au bout : Deux mois sans salaire bien qu'on avait mis en place tout un système de quête qui a permis de donner 3000 à 4000 francs aux gars et on était loin du compte quand même. Deux mois sans salaire, physiquement moi j'étais au bout et tout le monde était au bout. Et là j'ai senti que comme disait Maurice Thorez qui était communiste, -ce qui n'est pas une référence pour moi qui suis un chrétien-, mais il disait quand même : « il faut savoir arrêter une grève ». Et j'ai pris la parole et j'ai dit aux gars : « les propositions , elles sont ce qu'elles sont, mais nous on arrête parce que les familles n'en peuvent plus etc... ». La CFDT a embrayé sur moi, la CGT a voulu continuer et elle s'est trouvée avec 20 grévistes. Donc, ils avaient légitimement perdu la grève de ce côté là. Bien sûr, les résultats ont été ce qu'ils étaient, disons qu'on a obtenu des augmentations de salaires pour les plus bas : 500 à 600 francs pour chacun, on a obtenu un 13<sup>ème</sup> mois complet, des primes , etc... et la levée des sanctions. Il faut quand même savoir que moi j'étais licencié comme d'autres et il y avait aussi des mises à pied. Donc, il a fallu négocier ça à bien, mais ces sanctions étaient un coup que la direction a su utiliser et c'est un coup qu'il a fallu payer dans les négociations.

Q - *Comment l'après grève a été vécu ?*

MP - Il y a eu deux choses, on a fait une fête formidable quelques semaines après. On a fait la plus belle fête que les travailleurs ont pu avoir. On était plus que 2000 personnes dans une salle à Witelsheim dans le bassin potassique. Il y a eu une sorte de communion entre communistes, socialistes, chrétiens et même les gars qui n'étaient pas syndiqués ; il y a eu vraiment quelque chose et c'est vrai que les gars ont dit : on n'a peut être pas eu ce qu'on voulait, mais il y a une chose qu'on ne nous enlèvera pas, c'est ce qui s'est passé pendant *la grève* : on a appris à *parler à un arabe*, on a appris à parler à un portugais, les ouvriers de la carrosserie ont connu les ouvriers de la mécanique et de la forge. Il s'est passé vraiment une sorte de fête un peu mythique, mystique à la limite. - ' >

Q - *Et c'était aussi une fête le déroulement de la grève ?*

MP -Oui, c'était la fête pendant la grève aussi, on a appelé ça « la lambada grève ». Il y a eu des tas de titres là dans les journaux. Oui, parce qu'on voulait notamment que ce soit une grève de bonne humeur. Il fallait qu'on montre au patron que c'était des gars debout qui se battaient et pas pour revendiquer n'importe quoi, pour casser l'outil de travail, etc... Et pourtant, dieu sait qu'on a eu une pression médiatique dingue et certains essayaient de nous faire dire ce qu'on avait pas envie de dire. On avait une grève remarquable de ce point de vue et elle s'est terminée proprement : quand on a redonné la forge, jamais la forge n'avait été aussi propre et en bon état qu'à ce moment là. On a voulu vraiment donner une sorte de vitrine du syndicalisme propre, responsable, sachant mener une grève et allant jusqu'au bout parce qu'une grève de deux mois Peugeot n'a jamais connu avant, même en 68 ça a été cinq semaines, et ça a été une grève de ce point de vue là exemplaire.

Ce qu'on a voulu aussi après la grève c'est qu'on n'a pas voulu des règlements de compte. On a raccompagné les gars au poste de travail parce que les grévistes avaient peur d'y retourner et puis les non grévistes étaient avec nous. Ceux qui n'ont pas pu faire grève ont donné 500 ou 600 francs et j'en ai vu. Ils disent : « je ne peux pas faire grève mais je te donne une cotisation ».

Par contre, il y a eu quelque bêtises de la part de certains agents de maîtrise qui voulaient être plus royalistes que le Roi et qui ont provoqué quelques problèmes notamment avec un délégué de la CFDT. La direction, il faut quand même reconnaître notamment avec moi, elle a mis un bémol en disant: «on va vous baisser la carrière mais on ne va pas vous bouder». Parce que ça peut remettre le feu au poudre et parce que quand même on était soutenu ; moi, je dormais deux heures par nuit pendant deux mois, j'étais à la forge, j'étais devant et les gars l'ont vu et je pense que c'est un truc qui m'a sauvé aussi. Mais d'une manière générale, on ne peut pas dire qu'il y a eu une inaction après la grève.

C'est sûr qu'il y a ceux qui ont fait grève et ceux qui ont baissé les yeux : le gréviste c'est pas un battant mais c'est le gars qui a le courage quoi ! et ce gars là, on ne touche pas, c'est sa fierté d'homme. Il y a eu un Germinal au mois d'octobre. Ça a été une grève très dure parce que deux mois sans salaire c'est des situations pas possible.

Q - *A votre avis, quelles sont les qualités d'un meneur ?*

MP - D'abord et essentiellement c'est le courage, le courage d'affirmer, d'assurer son syndicalisme, de savoir que c'est lui qui sera visé et c'est clair que parfois...., ma foi il a choisi ça et qu'il y a des moments dans le syndicalisme qui sont bien et il y a des moments qu'il faut savoir perdre.

La deuxième chose, c'est la capacité d'écoute et de disponibilité énorme et ça c'est un truc qui m'a bouffé la santé parce que les gens ne comprennent pas qu'à un moment donné on a envie de leur dire : maintenant foutez moi la paix ! ». C'est normal ça et à force d'être sollicité de cette manière, les nerfs sont mis à rudes épreuves et moi j'ai mis trois ans pour revenir à mon état normal ; j'ai eu des problèmes d'hypertension, de stress, de nerfs. Je suis sorti vraiment laminé, plus ces problèmes que j'ai eu par après parce que même ma confédération m'a lâché en me jugeant un peu trop en dehors de la fameuse morale chrétienne enfin très révolutionnaire dans ma conduite et c'est des choses qu'il faut assumer ! Et puis la qualité de meneur c'est quand même aussi une connaissance de l'économie, des dossiers. On ne peut pas non plus Germinal, l'image du syndicaliste qui monte, ça a été utile à une époque. Mais maintenant, on a quand même affaire à des gars qui ont des CAP, des BTS ,... à des jeunes qui sont proprement dit formés et informés. On ne peut pas tenir n'importe quel langage.

Q - *Est-ce qu'il y a eu des meneurs qui n'étaient pas syndiqués ?*

MP- On a travaillé ensemble. Il y a eu des tentatives et notamment des tentatives d'une intersyndicale parce qu'on avait des communistes qui étaient présents. La CGT avait fait venir Krasuki, des communistes de Paris qui étaient là, et nous on leur a dit : 'OK, vous êtes ici,' parce que vous savez qu'à un moment donné c'était un peu 'in'. Il y avait aussi Higelin et puis il y avait un groupe de communistes. Mais au niveau des meneurs non syndiqués de l'usine non. Il n'y avait pas de meneurs extérieurs aux comité de coordination, aux syndicats. Il y avait quatre personnes par organisation syndicale qui étaient mandatés pour prendre les décisions, pour les appliquer et à aucun moment il y a eu une seule personne qui ait eu une tentation. Bon, il y avait des grévistes non

syndiqués certainement, mais pas de meneurs. Déjà pour une simple raison, c'est qu'on avait averti les gars que la couverture syndicale pourrait jouer et que par conséquent, on pouvait prendre des risques plus que d'autres c'est sûr. On ne pourrait pas déclencher une grève sans préavis et sans qu'il y ait un contenu revendicatif, et ce contenu c'est le syndicat qui le fait, sauf dans le cas des infirmières où là il s'est passé autre chose.

*Q - A votre avis, qu'est-ce que le rôle d'un syndicat ?*

MP - D'abord, il est principalement revendicatif, c'est son rôle qui est reconnu par la loi, c'est le rôle du délégué du personnel, de présenter des doléances au chef d'entreprise qui doit y répondre. Le rôle d'un syndicat est également un problème, à mon avis, d'encadrement des gens et des prises en compte des difficultés des gens, de condition de travail, d'hygiène et de sécurité ; c'est un travail quotidien, de fond et de présence à l'usine. C'est un rôle de formation bien sûr, éduquer les gars et leur donner la connaissance de leur droit et pas seulement au sein de l'entreprise, mais on est presque des assistantes sociales.

*Q - D'instruction critique ! ?*

MP - Ah oui tout à fait, ça va jusque là, combien de fois j'ai fait des dossiers d'allocation de logement etc., et c'est vrai que le syndicalisme revient vers une sorte de syndicalisme de service. C'est à dire qu'on ne revendique plus simplement. On crée des mutuelles, des services de consommateurs, on crée par le biais d'établissements, de comités d'établissement des tas de choses. Il y a une tendance, il faut qu'ils arrivent plus qualitatifs que quantitatifs, parce que déjà quantitatif en France, on est 10% de syndiqués et encore ! Le gars vient au syndicat parce qu'il a un problème ponctuel à régler. Quand il est réglé, il s'en va, alors qu'en Allemagne ils sont à 70%, en Espagne à 45%, en Italie à 32%, etc...

*Q - Comment avez-vous perçu les relations entre syndicats et grévistes et combien avez vous d'adhérents ?*

MP- Avant la grève, il y avait 8% et 12 à 13% après le mouvement. C'est la CFDT qui les a essentiellement récupérés parce que moi je n'ai pas voulu cette chose là. Bon, il y a eu ça et les rapports avec les grévistes, nous on a toujours eu des rapports de clarté. C'est à dire qu'aucune décision n'était prise sans en référer à l'assemblée générale l'après midi. Car, il faut dire qu'on travaille en doublage et c'était ça la difficulté pour nous. On était obligé d'être partout sur le front et jusqu'à la fin, on peut dire qu'à aucun moment, on a été remis en question sur la façon de mener la grève, sur les décisions qu'on prenait, sur la façon d'avoir des relations, etc...

*Q - Il y avait des propositions qui venaient de la base ?*

MP - C'est ça, et les réunions pouvaient être instantanées pour un problème auquel on n'avait pas pensé à trois heures de l'après-midi. Bref, on se réunissait, on délibérait, on avisait. Ça marchait comme ça et il y avait une relation constante avec la base sinon, ce n'était pas possible de tenir deux mois. Jusqu'à l'occupation de la forge où il y a eu une autre situation parce qu'il y a eu un accès de crispation dans le groupe, parce que la grève nous échappait un peu. C'est quand on a fait circuler les gars dans l'usine, ils en avaient marre, ils étaient crevés et ce n'était pas efficace parce que la direction disait : « Bon ils ont voulu s'essouffler » et ils avaient raison, et c'était là qu'on a dit qu'il n'y a plus de solution : l'occupation des lieux.

*Q - Est-ce que cette occupation était spontanée ?*

MP - Elle est venue du refus de Calvet de négocier parce que nous, on pensait qu'au bout de deux semaines, ça allait bouger alors que là c'était dur.

*Q - Est-ce qu'il y avait une différence entre les revendications officielles et les préoccupations des travailleurs de l'entreprise ?*

MP - Bon les motifs de grève, il ne faut pas perdre de vue ; c'était le salaire. C'était également le problème de la relation vis-à-vis de la hiérarchie : ça c'était pas mal dégradé mais quand même il y avait un problème d'argent du fait de la comparaison avec les salaires suisses. Ça a joué, parce la presse, elle s'en est emparée et elle a beaucoup parlé de ça. Les gens se sont dits que chez

Peugeot, on est vraiment les derniers des derniers, et puis il y a quand même cette période de l'après crise où les gars avaient fait un effort et se sentaient spoliés : Comment Calvet crie "cocorico", il s'en mettent plein les poches et nous on est des cons quoi ! Et ça c'est l'indignation qui est sortie. Et puis il faut dire sa façon de parler, 'mes salariés, mon personnel' : c'est les serfs au milieu du seigneur et ça c'est des choses où il faut faire attention.

*Q - Est-ce qu'il y a eu des cadres qui ont fait grève ?*

MP - Non, on a eu trois ETAM grévistes sur 2000 ; ça vous donne l'ampleur ! Ce qui est dramatique c'est que Peugeot a très rapidement mis en place ce qu'ils appellent des groupes de sécurité. Ils ont obligé les ETAM à y participer sinon c'était la fin de la carrière.

La CGC a refusé ce genre de chose mais elle ne voulait pas rentrer dans la grève, parce qu'elle savait que si elle rentrait, il faut souligner qu'il y avait une grosse partie des ETAM, des employés qui étaient d'accord avec les grévistes et on avait une adhésion des trois quart des ETAM. Donc, ils les ont manipulés et ils ont essayé d'en faire des provocateurs. Il y a eu deux ou trois provocations, notamment, un gars qui s'est jeté sous la voiture de Krasuki et des conneries comme ça ..., et des gars qui étaient armés et qui étaient prêt à faire ça. Il y a eu des menaces de mort sur ma fille, ma femme, etc,... ! C'était une organisation qui était quand même paramilitaire. Il y eu une attaque de la forge une nuit avec des pétards, la musique de l'exorciste, des gars qui parlaient dans le micro dans un camion et qui demandaient aux délégués de sortir. Nous on rigolait comme des fous à l'intérieur Il y a eu quelques échauffourées, notamment lorsqu'on avait ceinturé l'usine et qu'on avait fait : Usine ville morte, on avait bloqué toutes les sorties, et il n'y avait pas un mec qui était entré dans l'usine. Et là l'après midi, il y a un gars qui est venu avec une bombe Lacrymogène et qui l'a fait éclater au visage d'un militant de la CFDT, c'est un gars qui était licencié après. Mais ça n'a jamais débordé, on a toujours réussi à rétablir le calme. Heureusement parce qu'il y avait des Turcs avec nous, des Yougoslaves, etc. c'est quand même des gars et ça n'a pas toujours était facile de rétablir le calme. Il y a eu deux ou trois gars qui ont eu chaud de l'autre côté et il y avait cette façon de voir qui était toujours reproché aux ETAM. Mais j'aurais quand même préféré qu'ils aient le courage de faire au moins un jour de grève avec nous. Il y a quand même un moment dans la vie où il faut assumer !

Ce qu'il faut savoir aussi c'est qu'après la grève, beaucoup de haut cadres ont démissionné, notamment M. X (un ancien ouvrier), et M. P qui était chef du centre de Mulhouse, qui n'a pas accepté que Calvet ne négocie pas et qui a dit un moment dans la presse qu'il faut savoir négocier et il a été viré; C'était quand même lui le père de la 205 et c'était un type pour qui j'avais le plus profond respect. C'est un gars avec qui on a bossé et c'est quand il est parti que les choses ont commencé à s'organiser. On a eu un patron qui était, d'abord, c'était lui le responsable de la grève de Poissy et il se retrouve ici, et six mois après il y a la grève à Mulhouse. C'était un Monsieur qui a d'ailleurs été viré pour incompétence et c'était le gars qui disait par exemple : je connais mes quatre chefs de service, responsables du centre, les autres et les syndicats je m'assois dessus. Vous ne pouvez pas devenir patron de l'entreprise avec ce genre de dialogue social. C'est des petites choses comme ça mais qui reste, et à un moment donné on cristallise, le subconscient devient conscient et ça pète !

*Q - Que pensez-vous de la couverture journalistique ?*

MP- La presse a pris timidement au départ l'affaire. Les premiers qui sont venus, moi j'étais responsable des relations avec la presse, c'était R.T.L. Ils venaient de terminer l'affaire Grégory, l'affaire du Tchador et puis, ils ont envoyé une nana de Lyon de R.T.L. Elle m'a interviewé, et puis petit à petit, des journalistes d'Europel, le gars qui couvre l'Est, et puis au fur à mesure, la presse écrite est venu un peu après. Mais à un moment donné, Peugeot a pris les journalistes comme des adversaires en se demandant qu'est ce qu'ils viennent faire ici ? Et nous, au contraire, on disait qu'un tract, il en faut des milliers pour expliquer un petit truc, alors que là, tu relais ça à l'ensemble du territoire et c'est ce qu'on a joué. Quand est venue l'histoire du gars qui s'est jeté sous la voiture de Krasuki, la presse était à côté et a filmé. Elle a passé comme un fait unique aux infos, au ralenti le gars qui va se jeter sous la voiture. La presse était témoin et c'est à partir de là que la presse a commencé à dire qu'il y a des salauds d'un côté et des bons de l'autre. C'est vrai qu'elle a accentué le truc comme elle sait le faire, mais elle était avec nous, dormait avec nous la nuit. La nuit où on était attaqué, ils téléphonaient à leur rédactions: voilà ce qui se passe, c'est dingue, des types lance

des machins et nous, nous étions calmes. C'est comme ça au fur à mesure que Calvet a perdu, d'ailleurs il l'a reconnu après. Je n'ai pas souvenir d'une radio, d'un journal ou d'une télévision régionale, nationale, c'est sûr qu'il y a qui n'étaient pas présents chez Peugeot. Même les Tchèques, les Danois, les Américains sont venus. Edem Hallier, les anciens combattants de 39/45, c'est fou quoi, il y avait même l'évêque de Strasbourg qui a pris position pour nous et on avait toutes les associations locales de Mulhouse.

Q - *Vous avez senti une solidarité ?*

MP - Ah oui, on se promenait dans les rues ici avec le badge de Peugeot. Je n'ai pas souvenir de quelqu'un nous disant: allez travailler bande de fainéants. Ici c'est dingue, la puissance de la presse quand elle peut dire ce qu'elle a envie de dire : c'est pas un cadre qu'on voit, c'est des choses en mouvement et là on a vu une grève propre. C'était conscient, quand j'avais une télé ou quand j'avais un micro, je savais ce que je disais quoi : il fallait que je gagne.

Q - *Quel était l'adversaire pour les grévistes ?*

MP - Bon il y a eu Peugeot. Peugeot a toujours dit que la grève est intolérable, les meneurs doivent être châtiés, les ouvriers doivent revenir au travail avec l'impression d'avoir tout perdre et les meneurs doivent être châtiés. Ils ont particulièrement mis ça en oeuvre. Comme adversaires, on n'a pas eu les C.R.S. Par contre à Paris, il y a eu un risque quand on a défilé vers l'Arc de Triomphe. Mais autrement comme adversaire, on n'avait même pas les autres patrons puisqu'à un moment donné, Calvet a été carrément isolé. C'était très méchant, Fauroux qui était ministre de l'industrie a essayé un peu de l'aider parce que c'était un ami personnel, mais du bout du doigt. Par contre, il a perdu pas mal du CNPF, beaucoup des autres constructeurs et je dois dire heureusement que là on n'a pas eu beaucoup d'adversaire et c'est ça qui a fait notre force.

Q - *Mais l'adversaire désigné par les grévistes ?*

MP - Pour nous c'était Calvet, ce n'était pas le petit cadre qu'on voyait dans l'atelier. Même au niveau de la gestion, il crée plus de problème. Alors à un moment donné, les cadres ne bougeaient pas et maintenant c'est eux qui seraient plus extrémistes que nous en disant: Maintenant, y en a ras-le-bol, et ils disent trop c'est trop. Enfin c'est leur affaire.

Q - *Aujourd'hui, est-ce que les ouvriers ont des raisons de faire grève ?*

MP - Personnellement non, parce que je n'ai plus de mandat pour le faire. Mais la situation actuelle ne le permettrait pas. Là on ne peut pas dire qu'il y a un motif aussi grave qu'en 1989 parce que les gars, ils conscients de la situation antérieure. Deuxièmement, les conditions de travail ont quand même évolué. Ce n'est plus ça, il se passe beaucoup de choses; on sent bien que dans la manière de faire travailler les gens. Quand on sent une petite poche de résistance, on lève le pied parce que dans le temps la situation était pire. 'Et ensuite, on est bien sûr jamais content du salaire qu'on gagne, mais les gars sont quand même conscients qu'on ne peut pas faire grève comme ça tous les trois-quatre ans. Et puis les gars qui avaient fait grève, pour les trois quart sont partis : un gars en ligne de montage, le taylorisme, c'est un peu Germinal. Je ne pense pas qu'il y ait aujourd'hui la même mobilisation parce qu'il n'y a pas la même culture de l'entreprise, celle des jeunes qui viennent d'arriver. C'étaient des gars qui avaient 10 à 15 ans d'ancienneté et qui avait connu Peugeot et qui ont constaté qu'on s'était foutu d'eux. Et ça, ça été fort cet état psychique. Il n'y a plus ces motifs fondamentaux.

Q - *Pourquoi la grève n'a-t-elle pas été suivie à l'unanimité ?*

MP - Il y a des études qui ont été faites là-dessus. D'abord en France, il faut savoir que quand on fait grève, on prend des risques. En plus de ça, on sait que si on ne fait pas grève, on aura les mêmes avantages que les autres. Il y a aussi le courage des uns et la lâcheté des autres. On peut toujours trouver une bonne raison pour ne pas faire grève, ou c'est les dettes, d'autres c'est leur femme, alors on fait des réunions avec les femmes aussi. Par moment c'était une marée humaine avec 50% de l'usine en grève. Et puis il y a aussi le phénomène des intérimaires qui n'ont pas fait grève, certains l'ont fait mais ils ont été virés. Moi même, j'ai invité A2 à voir un gars qui avait eu le courage de dire à un journaliste qu'il était pour les grévistes mais qu'il ne pouvait pas faire grève. Le



journaliste a copié bêtement ça dans l'Alsace. La direction a réussi à remonter au nom du gars et à le virer. Mais il n'y avait rien à faire, j'étais allé chez lui, c'était le quart monde ; il avait cinq personnes à charge. Peugeot l'a récupéré deux jours et a trouvé un prétexte pour le virer.

*Q - Pourquoi adhère-t-on à un syndicat ?*

MP- D'abord parce que c'est un copain qui est syndicaliste, qu'on aime bien et qui a un rayonnement dans l'équipe. Parfois, c'est par intérêt personnel. Bon il y a aussi les cartes qu'il vaut mieux avoir. Il vaut mieux être FO que CFDT, CGC que CFTC... alors on va vers ces gens là parce qu'on sait qu'on parlera de nous là haut, c'est un peu ça quoi. Mais on n'adhère plus comme à une époque où c'était pour défendre les libertés fondamentales. On adhère plus par égoïsme pour défendre le salaire, la classification, le poste de travail, la relation avec le chef, etc... et c'est dramatique ; il n'a y a pas une conscience ouvrière : le dire, c'est se rouler par terre, c'est fini. Pas plus que la conscience des ETAM, c'est une attitude égoïste, égocentrique, individualiste et ça on le retrouve dans le syndicalisme et pour cause, il y très peu d'adhérents. Mais me dire qu'un gars va adhérer à un syndicat parce qu'il croit à un idéal, qu'en étant là il va aider un copain, ça je crois que c'est prétentieux. Par contre les militants c'est autre chose.

Il y a une crise du syndicalisme, mais il ne faut pas être complètement négatif. Il faudra toujours une organisation. Et moi je dirais même plus : le patronat français n'a pas compris qu'il faut négocier avec des organisations structurées que de négocier avec des gens qui leurs échappent complètement : la nature a horreur du vide. On est très en retard par rapport à l'Europe de ce point de vue là et pour un pays développé comme la France par rapport aux autres bien sûr.